



L'ÉVÉNEMENT

La périlleuse équation des budgets pour 2018

Entre les dépenses laissées par Hollande et les promesses de Macron à financer, l'exercice tourne déjà au casse-tête.

GUILLAUME GUICHARD

@guillaume_gui

BUDGET La saison budgétaire est lancée. Édouard Philippe a donné ses directives aux ministres dans les traditionnelles « lettres plafonds » envoyées la semaine dernière. Les choses doivent aller vite. Le processus, qui débute habituellement en avril, a été retardé pour respecter les échéances électorales. Les premières entrevues entre la puissante Direction du budget et les services des différents ministères commencent donc seulement cette semaine et doivent durer jusqu'à la fin du mois. Au menu de ces réunions techniques : l'analyse des évolutions de dépenses, les premières pistes d'économies, le chiffrage des nouvelles mesures... Il s'agit de préparer les entretiens entre le ministre de l'Action et des Comptes publics, Gérard Darmanin, et ses collègues du gouvernement, qui débiteront fin juin.

Tout converge pour que ces discussions soient tendues. L'équation budgétaire n'a en effet que rarement viré à un tel casse-tête. « Avec les bombes à retardement laissées par l'équipe précédente, les promesses de hausses de dépenses militaires et de sécurité et

les baisses des impôts, le budget 2018 sera épouvantable à boucler », lâche un responsable du parti présidentiel, La République en marche (LREM). Et ce, même si les ministres ne seront pas jugés sur leurs capacités à obtenir des crédits supplémentaires mais à tenir leurs engagements, notamment financiers, a d'emblée précisé Emmanuel Macron.

Lourd héritage

Gérald Darmanin pourra d'abord s'appuyer sur le constat dressé par la Cour des comptes dans son audit, attendu fin juin ou début juillet. L'institution financière devrait, entre autres, évaluer le danger que représentent les « bombes à retardement » laissées par François Hollande. Déjà votées dans le budget 2017, elles sont impossibles, au moins politiquement, à désamorcer. La plus volumineuse de ces mesures concerne la création d'un crédit d'impôt pour l'emploi à domicile des retraités. Elle n'a rien coûté en 2017 mais pèsera 1 milliard d'euros en 2018. De même, le crédit d'impôt sur la taxe sur les salaires, équivalent du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) en faveur de l'économie sociale et solidaire, viendra alourdir la barque de

600 millions l'année prochaine. À cela il faut encore ajouter l'envol de la masse salariale publique, avec le dégel du point d'indice, et les revalorisations salariales accordées en fin de quinquennat.

Voilà pour l'héritage. Mais il y a aussi les promesses de campagne d'Emmanuel Macron qu'il faut maintenant honorer. Pour les seules mesures dont l'entrée en vigueur est prévue pour 2018, l'addition atteint 11,78 milliards a minima, si l'on s'en tient au chiffrage prudent que l'Institut Montaigne a réalisé durant la campagne présidentielle. Le

2,8 %
du PIB

Objectif de déficit public fixé par Emmanuel Macron pour fin 2018



premier tiers de l'exonération de la taxe d'habitation pour 80 % des ménages pourrait ainsi coûter 3,3 milliards en 2018. L'État devra aussi déboursier 2 milliards au bas mot pour transformer l'impôt sur la fortune en « *impôt sur la fortune immobilière* » (IFI). Le recrutement de policiers et de gendarmes coûtera 180 millions, l'extension des moyens de la défense, plus de 1 milliard. La facture triple même si on ajoute le coût temporaire de la transformation du CICE en baisse de cotisations patronales (soit 20 milliards d'euros).

Gérald Darmanin

se prépare donc à un été compliqué. Les derniers arbitrages sur les dépenses auront lieu fin juillet et sur les mesures fiscales, fin août, pour une présentation du projet de budget 2018 à la fin septembre.

« *Le budget 2018 sera au moins aussi compliqué, si ce n'est plus, que 2017, prévient François Ecalle, ancien de la Cour des comptes et fondateur de Fipeco. Inévitablement, il leur faudra faire un choix entre promesses et rigueur budgétaire.* » Car Emmanuel Macron doit aussi et surtout tenir une autre promesse, qui engage la France auprès de Bruxelles : ramener le déficit public sous la barre de 3 % du déficit, voire l'y maintenir si cet objectif est atteint dès la fin 2017... ■

LA FIN DE L'ARGENT BON MARCHÉ

La Banque centrale européenne a suggéré la semaine dernière une sortie, progressive à la fin de l'année, de sa politique d'argent bon marché (QE). Ce qui provoquera, sans aucun doute, une remontée des taux d'intérêt et un alourdissement de la charge de la dette. Pour mémoire, une hausse de 1 point des taux d'intérêt alourdirait de plus de 2 milliards d'euros la charge des intérêts de la dette la première année, de 5 milliards la deuxième, de 10 milliards la quatrième...